



Accord de promotion et de protection réciproque des investissements (APPI) avec la République d'Albanie

Vu la proposition du DFEP du 10 janvier 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et l'Albanie relatif à la promotion et à la protection réciproque des investissements entre le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Gouvernement de la République d'Albanie est approuvé.
2. Le Conseiller Fédéral Jean-Pascal Delamuraz ou le Secrétaire d'Etat Franz Blankart ou l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué aux accords commerciaux, est chargé de signer l'accord.
3. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.
4. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 14, alinéa (1) de l'accord.
5. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme

Delamuraz & Blankart

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
Nr.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	10	-
		EDI		
	X	EJPD	10	-
		EMD		
	X	EFD	10	-
	X	EVD	15	-
		EVED		
	X	BK	6	-
	X	EFK	9	-
	X	Fin.Del.	9	-





Berne, le 10 janvier 1992

Au Conseil fédéral

Accord de promotion et de protection réciproque des investissements (APPI) avec la République d'Albanie

1. Contexte général

Engagés dans les mutations qui caractérisent l'environnement politique général, les pays ayant eu précédemment un système à commerce planifié s'ouvrent progressivement aux investissements étrangers. Conscients du rôle décisif de la sécurité juridique et du climat d'investissement pour attirer les investisseurs étrangers dont ils ont un besoin urgent, ces pays ont introduit ou sont en train d'introduire des systèmes de plus en plus libéraux. De plus, le fait qu'un Etat conclue un traité encourageant et protégeant les investissements peut être considéré comme l'expression de la volonté de clarifier et améliorer le statut juridique d'un investisseur étranger en lui assurant une garantie fondée sur un accord de droit international public. Ainsi, la Suisse a conclu des accords de promotion et de protection réciproque des investissements avec la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'URSS. Après les négociations avec l'Albanie, qui viennent d'être terminées, il ne reste que la Roumanie parmi les pays d'Europe centrale et de l'Est, avec lequel des négociations - à un stade très avancé - sont encore en cours.

Jusqu'à présent, la Suisse a conclu avec plus de 45 Etats des accords de promotion et de protection des investissements ou des accords comportant une clause relative à la protection des investissements. En outre, des négociations et pourparlers sont en cours avec d'autres pays désireux de conclure un tel traité bilatéral.

2. Contenu de l'accord négocié avec l'Albanie

Les accords de promotion et de protection des investissements conclus jusqu'ici et envisagés par la Suisse concordent dans une large mesure quant à leur contenu. Le texte conventionnel négocié avec la République d'Albanie retient les principes fondamentaux défendus par la Suisse dans ce domaine. Ainsi, les principes fixés dans la délégation de compétence à conclure des APPI du Parlement au Conseil fédéral (Arrêté fédéral du 27 septembre 1963 concernant la conclusion de traités relatif à la protection et à l'encouragement des investissements de capitaux, RS 975, et message du Conseil fédéral du 24 mai 1963) sont-ils respectés.

Les dispositions les plus importantes du présent accord règlent les points suivants:

Article 1er, alinéa (1)

Définition de l'investisseur

Pour une société, la qualité d'investisseur de l'une ou l'autre Partie Contractante est fonction des deux critères alternatifs suivants: son incorporation et son siège, d'une part, son contrôle, d'autre part.

Article 2

Champ d'application

Tombent sous le champ d'application de l'accord, tous les investissements effectués par un investisseur d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante en conformité avec la législation du pays hôte.

Article 3

Encouragement, admission

Les investissements par des investisseurs de l'autre Partie Contractante seront encouragés et admis conformément à la législation pertinente. Une fois un investissement étranger admis sur le territoire d'une Partie Contractante, celle-ci délivrera toute autorisation nécessaire en relation avec l'investissement.

Article 4

Protection des investissements

Chaque Partie Contractante protégera sur son territoire les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie Contractante et n'entravera pas, par des mesures injustifiées ou discriminatoires, la gestion de tels investissements.

Article 5

Traitement national et traitement de la nation la plus favorisée

Dès l'admission d'un investissement étranger sur son territoire, chaque Partie Contractante garantit un traitement juste et équitable à l'investissement et à l'investisseur qui a effectué cet investissement. Le traitement des investissements ne doit pas être moins favorable que celui accordé aux investissements effectués sur son territoire par ses propres investisseurs ou par les investisseurs de la nation la plus favorisée. En ce qui concerne l'activité des investisseurs en connexion avec les investissements, les mêmes principes s'appliquent mutatis mutandis.

Article 6

Libre transfert

Le libre transfert des paiements afférents à un investissement est accordé.

Article 7

Dépossession, indemnisation

Toute mesure d'expropriation ou de nationalisation doit être non discriminatoire et conforme aux prescriptions légales. Elle ne saurait se fonder sur des raisons autres que l'intérêt public et entraînera le paiement d'une indemnité effective et adéquate, dont le montant sera réglé sans retard et sera librement transférable.

Article 11

Différends entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante

Tant que l'Albanie n'est pas encore membre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats (CIRDI), l'investisseur peut porter un différend relatif à son investissement devant un tribunal d'arbitrage institué ad hoc. Dès que l'Albanie sera membre du CIRDI, l'investisseur pourra soumettre le différend au Centre.

Article 12

Différends entre Parties Contractantes

Une procédure d'arbitrage est prévue en cas de différends sur l'interprétation ou l'application de l'accord.

3. Constitutionnalité de l'accord

L'article 8 de la Constitution fédérale donne à la Confédération la compétence de conclure des traités internationaux.

En vertu de l'article premier de l'Arrêté fédéral du 27 septembre 1963 (RS 975), le Conseil fédéral est autorisé à conclure de sa propre compétence des accords de protection et d'encouragement des investissements de capitaux.

4. Conséquences financières et effets sur l'état du personnel

La conclusion du présent accord avec l'Albanie n'impose aucune charge à la Confédération et n'entraîne pas d'augmentation de personnel.

5. Prise de position des offices intéressés

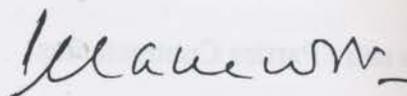
La Chancellerie fédérale, l'Office fédéral de la justice, la Direction du droit international public et l'Administration fédérale des contributions

sont d'accord avec la présente proposition.

6. Proposition

Nous fondant sur ces considérations, nous vous soumettons la proposition ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



Pour publication:

dans le Recueil officiel

Annexes

- Projet de décision du Conseil fédéral
- APPI avec la République d'Albanie (en allemand, langue dans laquelle l'accord a été négocié)

Pour co-rapport à:

- ChF
- DFJP
- DFAE
- DFF

Extrait du procès-verbal à:

DFEP en 15 ex. (7 ex. SG, 8 ex. OFAEE)

DFJP en 10 ex.

DFAE en 10 ex.

DFF en 10 ex.

Accord de promotion et de protection réciproque des investissements (APPI) avec la République d'Albanie

Vu la proposition du DFEP du 10 janvier 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et l'Albanie relatif à la promotion et à la protection réciproque des investissements entre le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Gouvernement de la République d'Albanie est approuvé.
2. Le Conseiller Fédéral Jean-Pascal Delamuraz ou le Secrétaire d'Etat Franz Blankart ou l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué aux accords commerciaux, est chargé de signer l'accord.
3. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.
4. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 14, alinéa (1) de l'accord.
5. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme

Abkommen

zwischen

dem Schweizerischen Bundesrat

und

der Regierung der Republik Albanien

über

die Förderung und den gegenseitigen Schutz

von Investitionen

- (a) bewegliche und unbewegliche Vermögenswerte sowie ständige dingliche Rechte wie Darlehen, Hypothek, Pfändrechte und Nutznießrechte;
- (b) Aktien, Anteile und andere Formen der Beteiligung an Gesellschaften;
- (c) Forderungen auf Geld oder auf irgendwelche Leistungen, die einen wirtschaftlichen Wert aufweisen;
- (d) Rechte des geistigen Eigentums wie insbesondere Urheberrechte, Patente, Gebrauchsmuster, geistliche Muster und Modelle, Marken, Handelsnamen, Beschriftungen und Geschäftsgeheimnisse, sowie technische Verfahren, Know-how und Geschäfts-

Präambel

Der Schweizerische Bundesrat und die Regierung der Republik Albanien,

vom Wunsche geleitet, die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen den beiden Staaten zum beiderseitigen Nutzen zu verstärken,

im Bestreben, günstige Bedingungen für Investitionen von Investoren der einen Vertragspartei auf dem Gebiete der anderen Vertragspartei zu schaffen und zu erhalten,

in der Erkenntnis, dass Förderung und Schutz von Investitionen zur Mehrung des wirtschaftlichen Wohlstandes in beiden Staaten beitragen,

haben folgendes vereinbart:

Artikel 1

Begriffsbestimmungen

Für die Zwecke dieses Abkommens:

- (1) bezieht sich der Begriff "Investor" hinsichtlich beider Vertragsparteien auf
 - (a) natürliche Personen, die gemäss der Gesetzgebung der betreffenden Vertragspartei als ihre Staatsangehörigen betrachtet werden;
 - (b) juristische Gebilde, einschliesslich Gesellschaften, Körperschaften, geschäftliche Vereinigungen und andere Organisationen, die nach dem Recht der betreffenden Vertragspartei konstituiert oder sonstwie rechtmässig organisiert sind und ihren Sitz im Hoheitsgebiet derselben Vertragspartei haben und dort eine echte Wirtschaftstätigkeit entfalten;
 - (c) juristische Gebilde, die nach dem Recht eines beliebigen Staates gegründet sind und direkt oder indirekt von Staatsangehörigen der betreffenden Vertragspartei oder von juristischen Gebilden kontrolliert werden, die ihren Sitz im Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei haben und dort eine echte Wirtschaftstätigkeit entfalten.
- (2) umfasst der Begriff "Investitionen" alle Arten von Vermögenswerten und Guthaben, insbesondere
 - (a) bewegliche und unbewegliche Vermögenswerte sowie sämtliche dinglichen Rechte wie Dienstbarkeiten, Hypotheken, Pfandrechte und Nutzniessungen;
 - (b) Aktien, Anteile und andere Formen der Beteiligung an Gesellschaften;
 - (c) Forderungen auf Geld oder auf irgendwelche Leistungen, die einen wirtschaftlichen Wert aufweisen;
 - (d) Rechte des geistigen Eigentums wie insbesondere Urheberrechte, Patente, Gebrauchsmuster, gewerbliche Muster und Modelle, Marken, Handelsnamen, Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse, sowie technische Verfahren, Know-how und Goodwill;

- (e) Rechte zur Ausübung einer Wirtschaftstätigkeit, einschliesslich solcher zur Prospektion, Gewinnung und Verwertung von natürlichen Ressourcen, sowie sämtliche anderen Rechte, die durch Gesetz, Vertrag oder Entscheidung einer Behörde in Anwendung des Gesetzes verliehen werden.
- (3) umfasst der Begriff "Hoheitsgebiet" das Territorium, die Territorialgewässer sowie die ausschliessliche Wirtschaftszone und den Festlandsockel, soweit das Völkerrecht der jeweiligen Vertragspartei die Ausübung von souveränen Rechten oder Hoheitsbefugnissen in diesen Gebieten erlaubt.

Artikel 2

Anwendungsbereich

Dieses Abkommen ist auf Investitionen im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei anwendbar, die in Uebereinstimmung mit deren Gesetzen und übrigen Rechtsvorschriften von Investoren der anderen Vertragspartei getätigt wurden.

Artikel 3

Förderung, Zulassung

- (1) Jede Vertragspartei fördert auf ihrem Hoheitsgebiet soweit wie möglich Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei und lässt diese Investitionen in Uebereinstimmung mit ihren Gesetzen und übrigen Rechtsvorschriften zu.
- (2) Hat eine Vertragspartei auf ihrem Hoheitsgebiet eine Investition zugelassen, so erteilt sie die im Zusammenhang mit der Investition erforderlichen Bewilligungen, einschliesslich solcher für die Durchführung von Lizenzverträgen über technische, kommerzielle oder administrative Unterstützung. Jede Vertragspartei ist bestrebt, die Bewilligungen zu erteilen, die gegebenenfalls für die Tätigkeit von Beratern und anderen qualifizierten Personen fremder Staatsangehörigkeit erforderlich sind.

Artikel 4

Schutz

Jede Vertragspartei schützt auf ihrem Hoheitsgebiet die in Uebereinstimmung mit ihrer Gesetzgebung von Investoren der anderen Vertragspartei getätigten Investitionen und unterlässt es, die Verwaltung, den Unterhalt, den Gebrauch, die Nutzniessung, die Erweiterung, den Verkauf und allenfalls die Liquidation solcher Investitionen durch ungerechtfertigte oder diskriminierende Massnahmen zu behindern. Insbesondere erteilt jede Vertragspartei die Bewilligungen, die in Artikel 3, Absatz (2) dieses Abkommens erwähnt sind.

Artikel 5

Inländerbehandlung und Meistbegünstigung

- (1) Jede Vertragspartei stellt auf ihrem Hoheitsgebiet eine gerechte und billige Behandlung der Investitionen und Investoren der anderen Vertragspartei sicher.
- (2) Keine Vertragspartei darf Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei weniger günstig behandeln als Investitionen von eigenen Investoren oder von solchen dritter Staaten, sofern die Behandlung der letzteren günstiger ist.
- (3) Keine Vertragspartei darf Investoren der anderen Vertragspartei hinsichtlich ihrer Betätigung im Zusammenhang mit Investitionen weniger günstig behandeln als ihre eigenen Investoren oder Investoren dritter Staaten.
- (4) Die Meistbegünstigung bezieht sich nicht auf Vorteile, welche eine Vertragspartei den Investoren eines Drittstaates aufgrund eines Doppelbesteuerungsabkommens oder eines Abkommens zur Gründung einer Freihandelszone, einer Zollunion oder eines gemeinsamen Marktes zukommen lässt.

Artikel 6

Freier Transfer

Jede Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet Investoren der anderen Vertragspartei Investitionen getätigt haben, gewährt diesen Investoren den freien Transfer von Zahlungen im Zusammenhang mit diesen Investitionen, namentlich:

- (a) Zinsen, Dividenden, Gewinne und andere laufende Erträge;
- (b) Rückzahlungen von Darlehen;
- (c) Beträge, die zur Deckung der Kosten der Investitionsverwaltung bestimmt sind;
- (d) Lizenzgebühren und andere Zahlungen für Rechte, die in Artikel 1, Absatz (2), lit. (c), (d) und (e) dieses Abkommens aufgezählt sind;
- (e) zusätzliche Kapitaleleistungen, die für den Unterhalt oder die Ausweitung der Investitionen erforderlich sind;
- (f) Erlöse aus dem Verkauf oder der teilweisen oder vollständigen Liquidation einer Investition, einschliesslich allfälliger Wertzunahmen.

Artikel 7

Besitzesentziehung, Entschädigung

- (1) Keine Vertragspartei darf direkt oder indirekt Enteignungs- oder Verstaatlichungs-massnahmen oder irgendwelche andere Massnahmen von derselben Art oder derselben Wirkung gegenüber Investitionen treffen, die Investoren der anderen Vertragspartei gehören, es sei denn, solche Massnahmen erfolgten im öffentlichen Interesse und seien nicht diskriminierend und entsprächen den gesetzlichen Vorschriften und vorausgesetzt, dass eine wertentsprechende und tatsächlich verwertbare Entschädigung vorgesehen ist. Der Entschädigungsbetrag einschliesslich Zinsen ist in der Währung des Herkunftslandes der Investition zu zahlen und

dem Berechtigten ohne Verzögerung und unabhängig von seinem Wohn- oder Geschäftssitz zu überweisen.

- (2) Investoren einer Vertragspartei, deren Investitionen als Folge eines Krieges oder eines anderen bewaffneten Konfliktes, einer Revolution, eines Ausnahmezustandes oder einer Rebellion auf dem Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei Schaden genommen haben, haben Anspruch darauf, von der letzteren gemäss Artikel 5, Absatz (2) und Absatz (3) dieses Abkommens behandelt zu werden. In jedem Falle steht ihnen eine Entschädigung zu.

Artikel 8

Vor dem Abkommen getätigte Investitionen

Dieses Abkommen ist auch auf Investitionen anwendbar, die vor seiner Inkraftsetzung auf dem Hoheitsgebiet einer Vertragspartei durch Investoren der anderen Vertragspartei rechtmässig getätigt worden sind.

Artikel 9

Günstigere Bedingungen

Ungeachtet der Vorschriften des vorliegenden Abkommens finden günstigere Bedingungen, die zwischen einer Vertragspartei und einem Investor der anderen Vertragspartei vereinbart worden sind oder werden, Anwendung.

Artikel 10

Subrogationsprinzip

Leistet eine Vertragspartei einem Investor eine Zahlung in Erfüllung einer Garantieverpflichtung, die sie bezüglich einer Investition im Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei eingegangen ist, so anerkennt die letztere Vertragspartei den Uebergang aller Rechte oder

Ansprüche dieses Investors auf die erste Vertragspartei sowie deren Eintritt in die betreffenden Rechte oder Ansprüche.

Artikel 11

Meinungsverschiedenheiten zwischen einer Vertragspartei und einem Investor der anderen Vertragspartei

- (1) Zur Lösung von Meinungsverschiedenheiten über Investitionen zwischen einer Vertragspartei und einem Investor der anderen Vertragspartei finden, unbeschadet von Artikel 12 dieses Abkommens (Meinungsverschiedenheiten zwischen Vertragsparteien), Beratungen zwischen den betroffenen Parteien statt.
- (2) Führen diese Beratungen innerhalb von sechs Monaten nicht zu einer Lösung, kann der Investor die Meinungsverschiedenheit einem Schiedsgericht unterbreiten. Dieses Schiedsgericht wird wie folgt bestellt:
 - (a) Das Schiedsgericht wird von Fall zu Fall gebildet. Vorbehältlich einer anderslautenden Verständigung zwischen den betroffenen Parteien bezeichnet jede von ihnen einen Schiedsrichter, und diese beiden Schiedsrichter wählen einen Angehörigen eines Drittstaates als Obmann. Die Bezeichnung der Schiedsrichter erfolgt innerhalb von zwei Monaten nach Empfang des Gesuchs um ein Schiedsverfahren, und der Obmann ist innerhalb der folgenden zwei Monate zu wählen.
 - (b) Wurden die in lit. (a) festgelegten Fristen nicht eingehalten, kann jede Streitpartei, vorbehältlich einer anderslautenden Vereinbarung, den Präsidenten des Schiedshofes der Internationalen Handelskammer in Paris ersuchen, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen. Ist der Präsident an seiner Mandatsausübung verhindert oder ist er Staatsangehöriger einer der beiden Vertragsstaaten, so ist Artikel 12, Absatz (5) dieses Abkommens mutatis mutandis anzuwenden.

- (c) Vorbehältlich einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den Streitparteien regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selbst. Seine Entscheide sind endgültig und bindend. Jede Vertragspartei stellt die Anerkennung und Vollstreckung der Schiedssprüche sicher.
- (d) Jede Streitpartei trägt die Kosten ihres eigenen Schiedsrichters und ihrer Vertretung im Schiedsverfahren. Die Kosten des Obmannes und die übrigen Aufwendungen werden von den Parteien zu gleichen Teilen getragen. Das Schiedsgericht kann jedoch in seinem Schiedsspruch eine andere Verteilung der Kosten vornehmen; ein solcher Entscheid ist für beide Parteien verbindlich.
- (3) Wenn beide Vertragsparteien der Washingtoner Konvention vom 18. März 1965 zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten zwischen Staaten und Angehörigen anderer Staaten beigetreten sind, können auf Antrag des Investors Meinungsverschiedenheiten gemäss diesem Artikel anstatt dem Schiedsgericht nach Absatz (2) dieses Artikels dem Internationalen Zentrum zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten unterbreitet werden.
- (4) Die am Streit beteiligte Vertragspartei kann in keiner Phase des Verfahrens nach Absatz (2) oder Absatz (3) dieses Artikels oder des Vollstreckungsverfahrens des entsprechenden Urteils den Einwand erheben, der Investor habe aufgrund eines Versicherungsvertrages eine Entschädigung für einen Teil oder die Gesamtheit des entstandenen Schadens erhalten.
- (5) Keine Vertragspartei wird einen Streitfall, der einem Schiedsgericht unterbreitet wurde, auf diplomatischem Wege weiterverfolgen, es sei denn, die andere Vertragspartei befolge den von einem Schiedsgericht erlassenen Schiedsspruch nicht.

Artikel 12

Meinungsverschiedenheiten zwischen Vertragsparteien

- (1) Meinungsverschiedenheiten zwischen den Vertragsparteien bezüglich Auslegung oder Anwendung der Bestimmungen dieses Abkommens sind auf diplomatischem Wege beizulegen.
- (2) Falls die beiden Vertragsparteien sich nicht innerhalb von zwölf Monaten nach Ausbruch der Streitigkeit verständigen können, ist sie auf Ersuchen der einen oder anderen Vertragspartei einem aus drei Mitgliedern bestehenden Schiedsgericht zu unterbreiten. Jede Vertragspartei bezeichnet einen Schiedsrichter; diese beiden Schiedsrichter ernennen einen Angehörigen eines Drittstaates zum Obmann.
- (3) Falls eine Vertragspartei ihren Schiedsrichter nicht bezeichnet und der Aufforderung der anderen Vertragspartei, innerhalb von zwei Monaten diese Bezeichnung vorzunehmen, nicht nachkommt, so wird der Schiedsrichter auf Ersuchen der letzteren Vertragspartei vom Präsidenten des Internationalen Gerichtshofes ernannt.
- (4) Können sich die beiden Schiedsrichter nicht innerhalb von zwei Monaten nach ihrer Bezeichnung auf die Wahl des Obmannes einigen, so wird dieser auf Verlangen einer der beiden Vertragsparteien vom Präsidenten des Internationalen Gerichtshofes ernannt.
- (5) Ist der Präsident des Internationalen Gerichtshofes in den in Absatz (3) und Absatz (4) erwähnten Fällen an seiner Mandatsausübung verhindert, oder ist er Staatsangehöriger einer der beiden Vertragsparteien, so werden die Ernennungen vom Vizepräsidenten vorgenommen. Ist auch dieser verhindert oder Staatsangehöriger einer der beiden Vertragsparteien, so werden die Ernennungen durch das amtsälteste Mitglied des Gerichtshofes vorgenommen, das nicht Staatsangehöriger einer Vertragspartei ist.
- (6) Sofern die Vertragsparteien nichts anderes bestimmen, regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selber.

- (7) Die Entscheide des Schiedsgerichts sind für die Vertragsparteien endgültig und bindend.

Artikel 13

Einhaltung von Verpflichtungen

Jede Vertragspartei gewährleistet zu jedem Zeitpunkt die Einhaltung der durch sie eingegangenen Verpflichtungen bezüglich der Investitionen der Investoren der anderen Vertragspartei.

Artikel 14

Schlussbestimmungen

- (1) Das vorliegende Abkommen tritt am Tage in Kraft, an dem sich die beiden Regierungen mitteilen, dass die verfassungsmässigen Vorschriften für den Abschluss und das Inkrafttreten von internationalen Abkommen erfüllt sind, und gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird es nicht durch schriftliche Anzeige sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraumes gekündigt, verlängert sich seine Laufzeit um jeweils weitere fünf Jahre.
- (2) Im Falle der Kündigung dieses Abkommens werden für Investitionen, die vor seiner Kündigung getätigt wurden, die in den Artikeln 1 bis 13 enthaltenen Bestimmungen noch während der Dauer von zehn Jahren angewandt.

